COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 11 OCTOBRE 2021 à 18 h 30

Cette séance ordinaire s'est tenue à la salle des fêtes sous la présidence du Maire.

Membres présents : Cyril Barde, Jocelyne Arsigny, Paul Delhaye, Brigitte Carrier, Gérard Bonnamy, Gilberte Bragagnolo, Jean-Claude Pires, Benoît Radin, Jean-Pierre Mignon, Aurélie Minaud, Maeva Petit et Jérémy Costella.

Membres excusés : Dominique Lejas, Laetitia Dubourdy et Yoan Rivier
Madame Aurélie Minaud est élue secrétaire de séance

Choix des entreprises pour les travaux de rénovation de l'église

Le Maire indique au conseil municipal que lors de la réunion du 11 octobre 2021 à 17h45, la commission communale des marchés à procédure adaptée a étudié, avec le concours du maître d'œuvre, les offres reçues pour les travaux de rénovation de l'église et a procédé aux choix des entreprises. Il remet à chaque conseil municipal présent, une copie de l'étude des offres et donne lecture de la décision prise.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après étude et en avoir délibéré, à l'unanimité, valide le choix de la commission communale des marchés à procédure adaptée :

Lot	Entreprise	Montant HT
Lot 1 : Maçonnerie Pierre de Taille	SGRP	361 307, 03 €
Lot 2 : Couverture	Lot infructueux	
Lot 3 : Vitraux	MARTIN	63 225, 95 €
Lot 4 : Menuiserie	Lot infructueux	
Lot 5 : Protection foudre	BODET	10 817, 96 €

Il demande au maire de relancer la consultation pour les lots 2 et 4 et l'autorise à signer toutes pièces et actes se rapportant à ce dossier.

Rénovation de l'église : choix du CSPS

Monsieur le Maire rappelle la décision de rénover les toitures et façades de l'église. Il a lancé une consultation de la mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé des différents corps de métiers devant intervenir sur le chantier.

Il donne lecture des propositions reçues en mairie :

- Bureau Véritas : 5 940 €HT soit 7 128 €TTC
- Socotec : 7 260 €HT soit 8 712 €TTC
- Apave n'a pas donné suite à notre demande.

Le Conseil Municipal, après étude et en avoir délibéré, à l'unanimité, choisit la société Bureau Véritas pour assurer les missions de CSPS pendant le chantier de travaux de rénovation de l'église,

Accord définitif pour l'aliénation d'une portion de chemin rural sis Le Jard

Monsieur le Maire rappelle la délibération du 21 janvier 2021 donnant un accord de principe à l'aliénation d'une portion de chemin sis Le Jard, riveraine des parcelles cadastrées AV 183 et AV 161.

Il rappelle qu'une enquête publique a eu lieu du 30 août 2021 au 13 septembre 2021 et donne lecture des conclusions de Monsieur le Commissaire-Enquêteur.

D'autre part, il indique que la procédure d'enquête publique pour les chemins ruraux a été modifiée et impose la parution d'une annonce légale dans deux journaux ainsi que le paiement d'honoraires au commissaire enquêteur agréé sur une liste préfectorale. Il donne lecture des frais engagés.

Le Conseil Municipal, après étude et en avoir délibéré, à l'unanimité, accepte l'aliénation du chemin rural aux riverains, fixe le prix de vente à 1,50 € le m².

Convention de contrôle et d'entretien des points d'eau incendie (PEI)

Vu le code général des Collectivités et notamment son article R2225-4,

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de défense extérieure contre l'incendie,

Vu l'arrêté préfectoral n°24-2018-06-20-001 du 20 juin 2018 portant règlement départemental de la défense contre l'incendie en Dordogne (RDDECI),

Considérant que la défense extérieure contre l'incendie (DECI) désigne l'ensemble des moyens mis en œuvre pour assurer l'alimentation en eaux des engins ou matériels de lutte contre l'incendie par l'intermédiaire de Points d'Eau Incendie (PEI) identifiés à cette fin sur le domaine public ou assimilé,

Considérant que le SDIS 24 ne procède plus aux vérifications techniques (débit et pression) des PEI, à moins que l'autorité compétente souhaite lui confier cette mission par convention,

Le maire donne lecture des deux projets de convention reçus :

- SDIS 24 : le SDIS 24 effectue les contrôles périodiques des PEI et/ou l'élaboration du Schéma Communal de Défense Extérieure contre l'incendie. Il précise que dans le cadre de ce contrat, la participation de la commune est fixée à 20 € par PEI pour le contrôle technique et 15 € par PEI pour le schéma communal. La commune ayant le choix de conventionner pour une mission ou les deux. Le SDIS 24 n'intervient pas dans l'entretien des PEI. Il s'agit uniquement de contrôles techniques qui ont lieu tous les deux ans.

- SUEZ : Ce prestataire s'engage à réaliser l'inventaire des puisards, bouches et poteaux d'incendie existants, le contrôle (débit, pression) et l'entretien des PEI. Un rapport annuel sera remis au maître d'ouvrage. Le coût annuel de cette prestation est de 110 €HT pour poteau incendie.

Le Conseil Municipal, après étude et en avoir délibéré, décide de conventionner avec SUEZ pour le contrôle et l'entretien des PEI,

Subventions 2021 aux associations

Monsieur le maire rappelle que lors du vote du budget primitif 2021, il a été alloué une somme de 5 500 € aux subventions. Il propose au conseil municipal de procéder à sa répartition. Il est procédé à un vote individuel car lorsque les élus sont membres de l'association, ils quittent la salle et ne prennent part ni aux débats ni au vote. Le Conseil Municipal, après étude et en avoir délibéré, décide la répartition ci-dessous :

Anciens Combattants du Fleix	200
Arc En Ciel (Ape)	300
As. PMG	400
Coopérative Scolaire de St Méard	700
Génération Mouvement de St Méard	200
Le Golf Montravel de St Méard	300
Les Rapid'eaux de St Méard	200
Lez'arts Cabarets de St Méard	500
Musique En Montravel de St Méard	500
Saint Mé...Arts Et Fêtes de St Méard	400
Société de Chasse de St Méard	200
SWAT (Protection Des Animaux) de St Méard	100
Croix Rouge St Antoine De Breuilh	100
Papillons Blancs de Bergerac	100
Restos Du Cœur de Périgueux	200
Fnaca de Vélignes	100
France Alzheimer de Blagnac	100
Association Française des Sclérosés En Plaques	100
Secours Catholique de Périgueux	100

Rapports sur le prix et la qualité des services publics d'assainissement collectif et non collectif - exercice 2020

Monsieur le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, à toute collectivité organisatrice d'un service public d'eau potable ou d'assainissement, par ses articles D.2224-1 à D.2224-5, de réaliser un rapport annuel sur le prix et la qualité du service. Ce rapport doit être transmis aux communes adhérentes ayant transféré leur compétence pour être présenté aux assemblées délibérantes dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice. Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Monsieur Le Maire présente les rapports sur le prix et la qualité des services publics d'assainissement collectif et non collectif de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson, relatifs à l'exercice 2020, approuvés par délibération du Conseil Communautaire du 28/09/2021 et auxquels

a été jointe la note annuelle d'information de l'Agence de l'eau, prévue par la Loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010.

Le Conseil Municipal, après étude et en avoir délibéré, prend acte de ce document.

Modification des statuts de la communauté de communes Montaigne Montravel et Gurson

Vu les articles L. 5211-17 et L. 5211-20 du CGCT ;

Vu la délibération n° DE-2021-064 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson en date du 28/09/2021 ;

Vu la notification aux communes membres de la délibération susvisée, le 29/09/2021

Monsieur le Maire fait part aux membres du Conseil Municipal de la modification des statuts de la Communauté de communes Montaigne Montravel et Gurson afin d'y intégrer la compétence pour la mise en place du dispositif France Services, mais également pour mettre à jour les libellés de certaines compétences qui ont été modifiés par différentes lois, notamment la loi engagement et proximité du 27 décembre 2019, ainsi que la classification des groupes de compétences.

Il précise que les compétences optionnelles n'existent plus et que désormais les Communautés de Communes détiennent des compétences obligatoires et des compétences supplémentaires, qui peuvent, ou non, être soumises à la définition d'un intérêt communautaire.

Monsieur le Maire donne lecture du projet des statuts modifiés.

Pour information, il donne lecture des annexes définissant l'intérêt communautaire complétant les statuts de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson qui ne font pas l'objet de vote du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, après étude et en avoir délibéré, à l'unanimité, adopte le projet de statuts proposé et annexé.

Déplacement des PAV du bourg :

Monsieur le maire rappelle au conseil municipal que conformément à la décision prise lors de la précédente séance, il a écrit au SMD3 pour demander le déplacement de Points d'Apports Volontaires (PAV) de la salle des fêtes et de la rue des écoles, sans coût pour la commune.

Par courrier en date du 24 septembre 2021, le syndicat départemental propose deux solutions :

- soit un déplacement des PAV aériens après la station d'épuration : coût pour la commune de 15. 000 €TTC
- soit la suppression des PAV aériens de la rue des écoles et de la salle des fêtes et leur remplacement par des PAV semi-enterrés aux étangs communaux : coût pour la commune de 39 337,27 €TTC.

Le Maire indique à l'assemblée délibérante qu'il a repris contact avec le SMD3 pour réitérer la demande de déplacement sans coût pour la commune aux étangs communaux.

Matériel salle des fêtes :

Monsieur Paul Delhaye propose de remplacer le réfrigérateur défectueux du bar de la salle des fêtes par une vitrine à boissons. Il a commencé à regarder les prix (première estimation 690 €HT).

Par ailleurs, il a la possibilité de récupérer une échelle à plateaux pour le service à l'assiette lors des repas de la salle des fêtes.

Recrutement de personnel communal :

Monsieur le Maire indique au conseil municipal que Madame DREZEN Emeline a donné sa démission au 1^{er} septembre 2021 pour reconversion professionnelle et que Monsieur BOYER Christian a demandé à faire valoir ses droits à la retraite au 1^{er} avril 2022.

Il demande au conseil municipal pour la prochaine séance de réfléchir aux conditions de recrutement : 2 agents ou 1,5 agents ou 1 agent + 1 mission temporaire quand accroissement d'activité.....

Après le traditionnel tour de table, la séance est levée à 20h40.